

Quoi de neuf Outre-Rhin ?

Une sélection de
l'actualité allemande

Du 11 au 17 septembre 2025

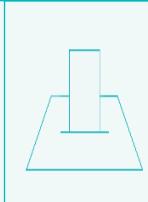
Lors de la réouverture de la synagogue de la Reichenbachstrasse à Munich, détruite par les nazis il y a 87 ans puis restaurée, le chancelier allemand Friedrich Merz est apparu très ému. Dans son discours, il a rappelé les crimes inhumains commis contre les Juifs sous le nazisme et a déclaré que l'antisémitisme n'avait jamais disparu en Allemagne et a critiqué le manque de confrontation avec cette réalité dans la société. Se présentant comme chancelier, mais aussi comme Allemand et membre de la génération d'après-guerre, il a réaffirmé le devoir du « plus jamais ça ». Il a exprimé l'espoir que la vie juive puisse un jour se dérouler sans protection policière et a déclaré, au nom du gouvernement fédéral, la guerre à toutes les formes d'antisémitisme, anciennes comme nouvelles.

La ministre allemande de l'Économie, Katherina Reiche (CDU), souhaite réorienter la transition énergétique afin de la rendre plus efficace et moins coûteuse. Elle s'appuie sur un rapport intitulé « Transition énergétique. Efficace. Agir », présenté le 15 septembre par l'Institut de l'économie de l'énergie de l'Université de Cologne et le cabinet BET. Ce rapport indique que les objectifs d'expansion des énergies renouvelables sont globalement en bonne voie, mais que les coûts ont été sous-estimés. Reiche propose dix mesures clés, dont une meilleure coordination entre le développement des réseaux électriques et celui des installations renouvelables, ainsi qu'une réduction ciblée des subventions. Elle estime notamment que certaines aides, comme celles destinées aux installations photovoltaïques sur les toits, ne sont plus nécessaires. Cette position suscite des critiques, notamment de la part du SPD et des associations environnementales, qui jugent ces aides indispensables pour atteindre les objectifs climatiques. Malgré les controverses, Reiche réaffirme son engagement en faveur de la neutralité climatique d'ici 2045. Le débat sur les moyens d'y parvenir devrait se poursuivre au sein de la coalition gouvernementale.

Face à la crise persistante dans le secteur automobile allemand, le groupe Bosch, fournisseur majeur de l'industrie, prévoit de réduire ses coûts annuels de 2,5 milliards d'euros d'ici 2030. Cette stratégie pourrait entraîner la suppression de milliers d'emplois, notamment dans la division des équipements pour véhicules. La direction a indiqué que des décisions concrètes seront prises avant la fin de l'année, en concertation avec les représentants du personnel. Bien que les licenciements économiques soient exclus jusqu'à fin 2027 en Allemagne, des réductions de postes sont jugées inévitables. Malgré la crise, Bosch prévoit une légère croissance dans sa division automobile en 2025, avec une hausse de chiffre d'affaires inférieure à 2 %, malgré une production mondiale de véhicules stagnante et des retards dans les domaines de l'électromobilité et de la conduite autonome.

Le groupe d'armement Rheinmetall fait une entrée dans le secteur maritime en rachetant la division marine du groupe Lürssen, baptisée Naval Vessels Lürssen (NVL). Cette acquisition inclut les chantiers Blohm + Voss et Norderwerft à Hambourg, la Peene-Werft à Wolgast, et la Neue Jadewerft à Wilhelmshaven, ainsi que des sites à l'étranger (Bulgarie, Croatie, Égypte, Brunei). En tout, environ 2 100 employés sont concernés. Le montant de la transaction n'a pas été révélé, mais les experts estiment qu'il s'élève à plusieurs milliards d'euros. NVL dispose actuellement de commandes d'environ 7 milliards d'euros et fournit des navires à la marine allemande et à d'autres pays. Rheinmetall, qui ne construisait pas de navires jusqu'ici, souhaite élargir ses activités dans le domaine maritime, notamment dans les technologies de navires autonomes. Le groupe Lürssen justifie cette vente par la nécessité de renforcer les capacités de défense face à une situation géopolitique tendue. Il se recentrera désormais sur la construction de yachts civils. La fédération IG Metall demande des garanties pour les salariés, notamment en matière de sécurité de l'emploi et de conditions de travail. Tandis que la CDU de Hambourg salue cette acquisition comme une opportunité pour l'industrie maritime locale, la gauche critique une possible militarisation du port et appelle les autorités de la concurrence à bloquer l'opération. La finalisation de l'acquisition est prévue pour début 2026, sous réserve de l'approbation des autorités de régulation.

PARLEMENT, PARTIS & PERSONNES



Roland Theis, député CDU du Land de Sarre, est le nouveau Président du groupe parlementaire d'amitié franco-allemand au Bundestag. Les groupes d'amitié rassemblent des députés de tous bords politiques afin de maintenir un dialogue régulier et direct avec les parlements partenaires. Ils contribuent ainsi à renforcer la coopération internationale sur le plan parlementaire. La KAS le félicite et lui souhaite beaucoup de succès.

D'après plusieurs médias allemands, **Sinan Selen**, actuellement vice-président de l'Office fédéral de protection de la Constitution (Bundesamt für Verfassungsschutz), est pressenti pour en prendre la tête. Né à Istanbul, il a rejoint l'Allemagne à l'âge de quatre ans et a grandi à Cologne. Juriste de formation, il a occupé divers postes stratégiques au sein des services de sécurité allemands. Selen deviendrait ainsi le premier président du Verfassungsschutz à ne pas être né en Allemagne. Reconnu pour son expertise en matière de lutte contre le terrorisme, il est apprécié pour son approche pragmatique. Il a notamment contribué à la classification de l'AfD comme mouvement d'extrême droite.

LE CHIFFRE DE LA SEMAINE

33,3 %



Lors des élections communales de 2025 en Rhénanie-du-Nord-Westphalie, la CDU est arrivée en tête avec 33,3 % des voix, confirmant sa position dominante malgré une légère baisse par rapport à 2020 (-1 point). Le parti d'extrême droite Alternative für Deutschland (AfD) poursuit sa percée dans l'ouest du pays, en triplant son score de 2020, passant de 5 % à environ 14,5 %. La progression de l'AfD ne semble pas s'être faite au dépriment de la SPD qui se maintient avec 22 % des voix, contre 24,3 % en 2020. Ce sont Les Verts qui accusent le plus net recul, passant de 20 % à 13,5 %. La participation électorale s'est élevée à 56,8 %, avec près de 8 millions de votants sur près de 14 millions d'électeurs inscrits. Un second tour est prévu le 28 septembre dans plusieurs villes, dont Duisbourg et Gelsenkirchen. Ce scrutin local était suivi de près au niveau national, car il servait de premier test pour le gouvernement fédéral de Friedrich Merz, élu chancelier en février. Sa coalition « noire-rouge », réunissant CDU et SPD, était directement observée sur sa capacité à convaincre, notamment face à la montée de l'AfD, qui s'approche désormais des conservateurs dans les sondages.